

des pères de la nation.

Aujourd'hui, comme toujours au cours des 61 dernières années, Cuba relève les nouveaux et graves défis avec lesquels l'Organisation internationale du travail entame son deuxième siècle.

Si aux défis que le monde du travail devait déjà relever dans le cadre des règles strictes du marché, on ajoute les effets de COVID-19, les conséquences dévastatrices des multiples crises générées par cette pandémie sur l'économie de tous les pays sont indéniables.

Le chômage s'est multiplié. Le manque de protection sociale s'accroît, tout comme les inégalités et la pauvreté.

Mais ne nous leurrions pas. Les terribles conséquences de la pandémie dans le monde entier ne sont pas seulement dues à ce virus mortel. Des années de politiques néolibérales et de capitalisme sauvage, régies par les desseins du marché, constituent la cause la plus profonde de la grave situation mondiale.

Selon les spécialistes, 305 millions d'emplois ont déjà été perdus et 1,6 milliard de travailleurs voient leurs moyens de subsistance menacés. Des centaines de millions de personnes sont sur le point de grossir les rangs de ceux qui souffrent déjà des inégalités d'un ordre économique international injuste et dont la survie est incontestablement en jeu.

Le moment est dramatiquement grave et exige des actions coordonnées. Ni les gouvernements, ni les travailleurs, ni les employeurs ne peuvent rester inactifs. Et la tâche colossale que nous devons entreprendre nous impose la nécessité de trouver des solutions qui placent les droits des travailleurs au centre de notre intérêt.

Ceux qui créent des emplois, en particulier les petits et moyens producteurs, auront également besoin d'aide.

Il s'impose de renforcer le dialogue social dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de lutte et de relance à la suite de la pandémie.

Monsieur le Directeur général :

Cuba, une petite nation qui lutte contre la pandémie de COVID-19, souffre de l'intensification brutale et opportuniste de la politique de blocus économique, commercial et financier des États-Unis visant à étrangler totalement nos échanges commerciaux et notre accès au carburant et aux devises internationales.

En dépit de la demande majoritaire et croissante de l'opinion mondiale, le blocus sur Cuba a non seulement été maintenu lorsque la menace épidémiologique pour la planète entière s'est concrétisée, mais il s'est intensifié, avec son harcèlement criminel contre tout un peuple, pénalisant la famille cubaine avec une hargne particulière.

Au milieu de cette guerre économique asphyxiante, notre gouvernement a mis en place des actions pour protéger la santé de tous, préserver l'emploi et défendre les garanties et les droits du travail pour tous, qui constituent des bastions de notre projet social.

Trente-six mesures concernant le travail, les salaires et la sécurité sociale ont été mises en œuvre : le travail à distance et le télétravail ont augmenté, les travailleurs ont été déplacés vers d'autres emplois et des garanties salariales ont été accordées à ceux qui s'occupent à domicile d'enfants en bas âge, de personnes âgées et de personnes dont l'état de santé est fragile ou qui ne peuvent être déplacées ; plus de 240 000 travailleurs du secteur non étatique ont été exonérés d'impôts, le versement des pensions a été maintenu et les travailleurs sociaux accordent une attention particulière aux familles dans le besoin,

entre autres actions.

Personne n'a été laissé pour compte. Les conditions sont réunies pour lancer les processus de redressement et nous engager sur la voie vers la nouvelle normalité, sur la base de la plus large participation de la population au processus décisionnel.

Monsieur le Directeur général :

Aujourd'hui, la coopération et la solidarité internationales sont plus nécessaires que jamais. Rien n'est plus important qu'une vie humaine. C'est un principe fondamental de la Révolution cubaine, sur lequel repose notre coopération internationale en matière de santé, d'éducation et de tout ce qui touche à la dignité humaine.

C'est pourquoi nous réprouvons, nous condamnons et nous rejetons avec la plus grande fermeté toutes les mesures coercitives unilatérales imposées à des nations souveraines telles que Cuba, le Venezuela et d'autres qui subissent aujourd'hui le châtimeur le plus cruel et le plus massif pour avoir choisi un système politique ou social différent de celui des puissances économiques dominantes. Ces mesures sont inhumaines et doivent être éliminées, d'autant plus dans le contexte de la pandémie actuelle, où ces sanctions menacent de provoquer un génocide.

L'Organisation internationale du travail, riche de son action en faveur de la justice sociale, de la promotion de l'emploi décent et de la protection des droits des travailleurs, peut contribuer, dans le cadre de son mandat, à aider le monde du travail à sortir de la crise provoquée par la COVID-19.

Cuba, en tant que pays fondateur de cette Organisation, réaffirme sa volonté de continuer à renforcer l'indispensable multilatéralisme, la solidarité et la coopération internationale, avec l'engagement de continuer à garantir la protection des droits des travailleurs et d'avancer dans la construction d'un monde plus juste.

Le travail est une valeur et un droit sacré. Comme l'a déclaré le leader historique de la révolution cubaine, Fidel Castro Ruz : « ... *ce n'est que par le travail que nous pouvons progresser, ce n'est que par le travail que nous pouvons produire les biens dont le pays a besoin, ce n'est que par le travail que nous pouvons produire plus de nourriture, ce n'est que par le travail que nous pouvons surmonter les difficultés les plus urgentes.* »

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/227978-diaz-canel-a-loit-pour-la-revolution-cubaine-rien-nest-plus-important-quune-vie-humaine>



Radio Habana Cuba